LES RISQUES SANITAIRES DES DIFFÉRENTES ÉNERGIES

Compte rendu du colloque organisé à Paris
les 24, 25 et 26 janvier 1980

Placé sous le haut patronage de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, le Colloque sur les risques sanitaires des différentes énergies, qui s'est tenu à Paris du 24 au 26 janvier 1980, a réuni deux cents participants, parmi lesquels de nombreux spécialistes étrangers.

L'initiative de cette manifestation — la première sur ce thème organisée en France — revient à la Société Française d'Energie Nucléaire. Quatre autres associations ⁽¹⁾ ont collaboré à sa préparation au sein d'un Comité scientifique présidé par le Professeur M. Tubiana et dont le Docteur M. Bertin a assuré le secrétariat, le Colloque lui-même étant placé sous la présidence du Professeur J. Chrétien.

Si les études consacrées aux risques sanitaires des différentes énergies se sont multipliées ces dernières années en France, et surtout dans les pays anglo-saxons, le champ des investigations à entreprendre demeure très étendu dans une « discipline » qui n'a pas encore définitivement codifié l'ensemble de ses règles méthodologiques et de ses outils de recherche. C'est ainsi, par exemple, que la notion même de « risque sanitaire » n'est pas forcément évidente et qu'elle réclame, du point de vue qualitatif et quantitatif, un effort de définition plus approfondi, ce à quoi se sont employés plusieurs intervenants.

On trouvera bien d'autres exemples, dans les compte rendus publiés ci-après, de ces problèmes de définition et de méthode qui apparaissent inévitablement dès lors que l'on souhaite conduire les études sur les risques sanitaires avec la rigueur

scientifique nécessaire à leur crédibilité. Aussi bien, l'objectif du Colloque était-il tout autant de s'interroger sur les règles méthodologiques et comparatives qu'appellent de telles études, et de cerner les principales difficultés qui en relèvent, que d'examiner les résultats des travaux effectués « sur le terrain ».

Il ne s'agissait pas, dans ce dernier cas, de dresser la hiérarchie figée et sans appel des filières énergétiques ⁽²⁾ suivant leur plus ou moins grande « dangerosité ». Tous les orateurs sont convenus qu'en l'état actuel des travaux et des problèmes de méthode qui restent à résoudre, pareil palmarès n'aurait pas grande signification. On peut constater cependant que les principales études effectuées à ce jour aboutissent à des évaluations, dans l'ensemble, convergentes et « classent », par ordre de risque décroissant, en première position le charbon puis le pétrole, le nucléaire et le gaz (à condition qu'il soit utilisé sur le lieu de production et non pas transporté).

Rien ne dit que ces évaluations demeurent inchangées : elles pourraient connaître des modifications à mesure qu'évoluent les techniques, les réglementations, les modes d'utilisation des énergies considérées ; à mesure aussi que s'affineront les instruments d'appréciation des risques sanitaires qu'elles entraînent et que se développeront les connaissances biologiques et médicales permettant de réduire, voire de supprimer, certains de ces risques.

Ce Colloque, dont les actes seront ultérieurement publiés, a donc soulevé autant de question qu'il a apporté de réponses. Et c'était bien là son objectif car on n'imagine pas de pro-

grès possible, dans quelque domaine que ce soit, sans une bonne évaluation préalable des problèmes qui se posent et des directions dans lesquelles les recherches doivent être engagées ou approfondies.

Il reste que si les grandes énergies considérées ont pu faire figure, tout au long des travaux, de « prévenus » soumis au jugement d'un tribunal sans complaisance, d'autres investigations auraient pu être engagées — à l'inverse — consistant à évaluer les risques sanitaires dus à la pénurie d'énergie. Ce n'était pas l'objet de la réunion de janvier mais il y aurait là, bien sûr, un champ d'étude très vaste dont l'exploration permettrait d'intéressantes comparaisons. Si les risques sanitaires de la production d'énergie apparaissent, dans les enquêtes statistiques, peu élevés par rapport à ceux qu'entraîne l'ensemble des autres activités industrielles, les conséquences sur la santé de la pénurie énergétique apparaissent à première vue d'une tout autre dimension. Une politique rationnelle de gestion du risque dans le domaine des rapports énergie/santé ne saurait se dispenser de prendre en compte cet aspect — fondamental — de la question pour lequel les efforts de recherche, d'analyse, d'élaboration et de rassemblement des données demeurent pour le moment très dispersés et embryonnaires. Mais peut-être un prochain Colloque permettra-t-il de faire le point sur ce problème ?

F. SORIN

⁽¹⁾ Il s'agit de :

- l'Association Française des Techniciens du Pétrole,
- l'Association Technique du Gaz,
- l'Institut Français de l'Energie,
- la Société des Industries Minérales.

⁽²⁾ Charbon, pétrole, gaz, nucléaire.